



Lyon, le 23 août 2022

## COMMUNIQUE DE PRESSE

### « POUR APAISER LES MEMOIRES, LE PRESIDENT MACRON DOIT APPORTER DES REPONSES A L'HERITAGE RADIOLOGIQUE FRANÇAIS EN ALGERIE »

**Le président Emmanuel Macron se rend en Algérie ce 25 août pour rencontrer son homologue Abdelmadjid Tebboune pour notamment « poursuivre le travail d'apaisement des mémoires ».**

**Pour apaiser les mémoires et revitaliser les relations entre l'Algérie et la France, il faut des avancées concrètes.** Il est donc temps pour les autorités françaises d'engager auprès des populations algériennes un véritable processus, égal à celui réalisé ces dernières années en Polynésie, d'aide à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires. Il est inconcevable de savoir que les explosions, réalisées il y a plus de 50 ans dans le sud du Sahara, engendrent toujours des conséquences humanitaires comme environnementales et font peser des risques transgénérationnels. Le président Macron doit prendre ses responsabilités devant cet héritage radiologique pour avancer vers cette relation franco-algérienne apaisée.

Ainsi, devant les conséquences sanitaires et environnementales, toujours visibles, des 17 essais nucléaires réalisés par la France dans le Sahara entre 1960 et 1966, ainsi que de la présence de déchets nucléaires et non nucléaires laissés par la France, **ICAN France appelle de façon urgente le Président français à agir pour :**

- 1 – Faciliter, pour les populations algériennes, le dépôt de dossier de demandes d'indemnisation et notamment l'accès aux archives médicales détenues par le Service des archives médicales hospitalières des armées ;
- 2 – Remettre aux autorités algériennes la liste complète des emplacements où ont été enfouis les déchets avec leur localisation précise (latitude et longitude), un descriptif des matériels enterrés ;
- 3 – Publier les données relatives aux zones contaminées par des scories et laves radioactives et étudier avec les autorités algériennes les modalités d'un nettoyage de ces zones ;
- 4 – Remettre aux autorités algériennes les plans des installations souterraines du CEA sous la base militaire de Reggane plateau, ainsi que ceux des différentes galeries creusées dans la montagne du Tan Afella ;
- 5 - L'arrêté portant ouverture d'archives relatives à la guerre d'Algérie en date du 22/12/2021 ne concerne pas les essais nucléaires. Il faut que le processus de déclassification des archives sur les essais en Polynésie, soit élargi à la période algérienne pour permettre aux ONG et chercheur.e.s une pleine connaissance de l'histoire de ces essais.

**De même, nous encourageons le président Tebboune à terminer le processus, engagé le 20 septembre 2017, de ratification au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN).** Cela permettra, d'une part, de renforcer la non-prolifération et le désarmement nucléaires et, d'autre part, d'engager des actions pour réhabiliter les anciens sites d'essais et apporter assistance aux victimes des essais nucléaires, y compris en demandant l'aide (technique, humanitaire, financière, ...) des autres États parties au TIAN.

**Pour rappel, ICAN France et l'Observatoire des armements** ont publié une étude, (disponible aussi en langue arabe), *Sous le sable la radioactivité : Les déchets des essais nucléaires français en Algérie. Analyse au regard du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires*, publiée par la Fondation Heinrich Böll, décembre 2020, 60 pages.

#### **Contacts pour interview :**

- Jean-Marie COLLIN, expert et co-porte-parole de ICAN France, + 33 (0)6 37 94 62 41 – [jeanmarie@icanfrance.org](mailto:jeanmarie@icanfrance.org)
- Patrice BOUVERET, directeur de l'Observatoire des armements et co-porte-parole de ICAN France, + 33 (0)6 30 55 07 09, [patricebouveret@obsarm.info](mailto:patricebouveret@obsarm.info)

**ICAN France** est le relais national de la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires (ICAN), prix Nobel de la paix 2017. Cette campagne, lancée en 2007 regroupe plus de 600 ONG partenaires dans 103 pays. Elle vise à mobiliser les citoyens et les gouvernements pour l'universalisation et la mise en application du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN).